

Convention collective départementale
IDCC : 714. – INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES
(Moselle)
(1^{er} février 1973)

(Etendue par arrêté du 23 avril 1974,
Journal officiel du 15 mai 1974)

ACCORD DU 27 FÉVRIER 2014
RELATIF AUX SALAIRES ET AUX PRIMES POUR L'ANNÉE 2014

NOR : ASET1450563M

IDCC : 714

Entre :

L'UIMM de la Moselle,

D'une part, et

La CFTC métaux de la Moselle ;

L'union des syndicats des métaux FO de la Moselle ;

La CFE-CGC métallurgie de la Lorraine,

D'autre part,

il a été décidé ce qui suit :

Article 1^{er}

Rémunération annuelle effective garantie (RAEG)

Les montants de la rémunération annuelle effective garantie, établis par coefficients sur la base d'un horaire hebdomadaire de 35 heures, sont fixés de la manière suivante à partir de 2014 :

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	RAEG
V		395	33 011
	3	365	30 131
	2	335	27 809
	1	305	24 929
IV	3	285	23 297
	2	270	21 765
	1	255	20 975

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	RAEG
III	3	240	19 646
	2	225	18 703
	1	215	18 024
II	3	190	17 517
	2	180	17 477
	1	170	17 456
I	3	155	17 436
	2	145	17 416
	1	140	17 395

Article 2

Barème de ressources garanties (BRG)

2.1. La valeur du point servant à calculer le barème de ressources garanties figurant en annexe IV de l'avenant « Mensuels » de la convention collective pour l'industrie du travail des métaux de la Moselle est fixée, sur la base d'un horaire hebdomadaire de 35 heures, à 4,87 € à partir du 1^{er} juin 2014. Cette valeur du point permet également de déterminer le montant de la prime de panier de nuit prévue à l'article 16 de l'avenant « Mensuels » à la convention collective pour l'industrie du travail des métaux de la Moselle, prime versée au titre du remboursement de frais professionnels destiné à compenser les dépenses supplémentaires de restauration générées par le travail de nuit.

2.2. Pour vérifier si le salarié a bénéficié de la prime d'ancienneté telle qu'elle résulte du barème prévu à l'article 25 de l'avenant « Mensuels » à la convention collective pour l'industrie du travail des métaux de la Moselle, il sera tenu compte, notamment, de la valeur des éventuelles compensations pour réduction d'horaire accordées par l'employeur sur la prime d'ancienneté. La prise en compte, dans l'assiette de comparaison, de la prime d'ancienneté, des éventuelles compensations pour réduction d'horaire portant sur la prime d'ancienneté pourra s'effectuer même lorsque ces compensations ont été intégrées au salaire de base. Dans ce cas, la valeur de ces compensations sera communiquée au salarié, à sa demande.

Article 3

Prime de vacances

Le montant de la prime de vacances définie à l'article 28 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective est porté à 555 € en 2014 pour un salarié ayant un congé complet de 30 jours.

Le décompte de cette prime est fait à raison de 18,50 € par jour ouvrable de congé principal.

Article 4

Petits déplacements des ouvriers monteurs

L'indemnité journalière de petits déplacements des ouvriers monteurs prévue par l'article 4, annexe II, de l'avenant « Mensuels » de la convention collective est maintenue, au 1^{er} juin 2014, à 10,65 € pour tout déplacement effectué dans un rayon de 20 km.

L'indemnité journalière réduite pour le cas où l'employeur offre la possibilité de transport gratuit est maintenue, au 1^{er} juin 2014, à 6,70 €.

L'indemnité kilométrique pour les distances supérieures à 20 km est maintenue, au 1^{er} juin 2014, à 0,22 €.

Article 5

Dépôt

Le présent accord a été fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour notification à chacune des organisations représentatives dans les conditions prévues à l'article L. 2231-5 du code du travail et dépôt dans les conditions prévues par les articles L. 2231-6 et L. 2231-7 du même code.

Fait à Metz, le 27 février 2014.

(Suivent les signatures.)